Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1850.

RESTITUTION D'UN DROIT D'ENREGISTREMENT.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le sieur Fortamps, notaire à Wavre, s'est adressé au Département des Finances à l'effet d'obtenir remise et restitution d'une somme de fr. 15,168-40, perçue pour droit proportionnel d'enregistrement sur un acte passé devant lui, le 20 juin 1850, portant déclaration par le baron Debroux de la Wastinne, qu'à la vente d'immeubles, faite le même jour, à la requête des héritiers Decoux, il a acquis partie de ces immeubles pour le sieur Piéton, moyennant 26,000 francs, et partie pour les sieurs Vandermeerschen moyennant 257,200 francs.

Il fondait cette demande sur ce que c'est par une circonstance indépendante de sa volonté, que l'acte n'a pas été soumis à la formalité dans le délai de 24 heures établi par l'art. 68 § 1 n° 24 de la loi du 22 frimaire an VII, pour n'être enregistré qu'au droit fixe, son maître clerc, qui avait été chargé de faire enregistrer l'acte le 21, jour où lui pétitionnaire, avait dû s'absenter pour faire une vente publique de meubles, à huit kilomètres de sa résidence, ayant été frappé d'une congestion cérébrale, qui l'a mis hors d'état de remplir sa mission, etc.

Les faits invoqués à l'appui de la demande sont attestés par l'instruction à laquelle l'affaire a donné lieu. Mais la légalité de la perception ne peut être méconnue.

D'après la combinaison des art. 68 § 1 n° 24, et 69 § 7 n° 3 de la loi du 22 frimaire an VII, la déclaration de command doit être enregistrée au droit fixe. lorsque

1° La faculté d'élire un command a été réservée dans l'acte d'adjudication ou de vente ;

2° La déclaration a été faite par acte public ; et

3° La déclaration a été notifiée dans les vingt-quatre heures de l'adjudication ou de la vente.

(Arrêts de la cour de cassation de France des 3 ventôse an XI, 10 janvier et 18 novembre 1806.)

Toutefois, le mode de notification n'étant pas déterminé par la loi, il suffit que cette notification soit remplacée par la connaissance qu'à l'administration de l'enre-

gissement de la déclaration, peu importe par quelle voie, pourvu que cette connaissance soit certaine.

(Arrêt de la même cour du 31 mai 1855.)

Or, dans l'espèce, l'administration n'ayant eu connaissance de la déclaration que par la présentation à la formalité, présentation qui a eu lieu après l'expiration du délai de vingt-quatre heures, l'acte du 20 juin 1850 a dû être enregistré au droit proportionnel.

Cette perception, ayant été régulière et légale, n'est donc pas sujette à restitution d'après l'art. 112 de la Constitution, portant que nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi.

A la Législature seule appartient ainsi le pouvoir d'accorder remise ou modération d'un impôt.

Bien qu'il ne doive être fait emploi de ce pouvoir qu'avec la plus grande réserve, les circonstances tout à fait exceptionnelles dans lesquelles s'est trouvé le notaire Fortamps, la bonne foi dont il a fait preuve dans l'affaire, semblent permettre d'user d'indulgence envers lui, en le libérant, à titre de faveur, du droit proportionnel qu'il a dû acquitter par suite d'un fait malheureux indépendant de sa volonté.

C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement a résolu de formuler le projet de loi que j'ai l'honneur de vous présenter.

Le Ministre des Finances,
FRÈRE-ORBAN.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Les Chambres ont adopté, et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Il est accordé au sieur Fortamps, notaire à Wavre, remise du droit proportionnel d'enregistrement perçu sur un acte de déclaration de command passé devant lui le 20 juin 1850; par suite restitution aura lieu à son profit de la somme de fr. 15,168-40, versée à ce titre dans les caisses de l'État, mais sous retenue d'un droit fixe de fr. 1-70, en principal et des frais ordinaires de régie et de perception.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente loi.

Donné à

LÉOPOLD,

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
FRÈRE-ORBAN,